

Initiatives ministérielles

cherché à faire croire à la Chambre que le gouvernement allait réduire en quelque sorte l'ampleur de ses programmes et de ses dépenses afin de financer les activités de nos effectifs militaires dans la région du Golfe.

Or, nous avons appris vendredi dernier que le gros des dépenses excédentaires du gouvernement n'était pas dû aux activités de nos effectifs dans la région du Golfe, mais bien à la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement. En effet, le gouvernement a dû dépenser 2,5 milliards de dollars de plus pour assumer la hausse du service de la dette publique due à sa politique des taux d'intérêt élevés, cette même politique qui fait perdre aux Canadiens leur maison et leur emploi. Qui plus est, cette politique est responsable de l'augmentation du nombre des faillites. Quand les temps économiques sont durs, les gens se noient, faute de pouvoir maintenir leur tête hors de l'eau. Ce n'est pas à cause des activités de nos forces armées dans la région du Golfe que le gouvernement doit effectuer des coupes sombres dans ses programmes. C'est à cause des dépenses supplémentaires de 2,5 milliards de dollars qu'il doit effectuer du fait de sa politique des taux d'intérêt élevés.

Puis, il a dépensé 300 millions de dollars de plus au chapitre de la TPS, cette taxe dont personne ne veut. À quoi donc sert la plus grande partie de cet argent? À préparer les structures propres à imposer cette taxe aux Canadiens. Puis, comble de l'injure, elle sert à préparer la propagande visant à les convaincre que cette taxe est de leur goût. Pis encore, le gouvernement leur fait parvenir des chèques, leur fait croire qu'ils voudront payer encore plus d'impôts l'année prochaine. Cela fait plus d'une semaine que le premier ministre nous parle des besoins des troupes canadiennes déployées dans le Golfe. Puis il dépose des états financiers qui révèlent que moins de 10 p. 100 des dépassements de coûts sont attribuables aux forces présentes dans le Golfe. Cela constitue une véritable insulte pour les Canadiens. Le gouvernement se sert en fait des hommes et des femmes qui sont appelés à nous défendre loin de chez nous.

• (1600)

Je voudrais vous parler d'autres compressions annoncées vendredi, qui illustrent parfaitement bien la mauvaise gestion financière dont est coupable le gouvernement. Nous ne prévoyons pas de construire un nouvel édifice qui abritera les Archives; nous ne ferons pas de réfection dans l'édifice actuel, non plus. Nous allons devoir vivre un autre hiver avec des canalisations qui gèlent et des documents historiques irremplaçables qui seront perdus comme l'année dernière.

Selon un rapport publié récemment, le gouvernement n'est pas en mesure de faire face à un déversement pétrolier mineur, encore moins majeur. De plus, la garde côtière aurait besoin de 25 p. 100 de fonds additionnels

pour protéger adéquatement nos océans et nos voies navigables.

Le rapport du vérificateur général révèle que le ministère de l'Environnement ne dispose d'aucun mécanisme pour surveiller les déversements en mer. Toujours selon le même rapport, la Loi canadienne sur la protection de l'environnement n'est pas appliquée de façon assez sévère. En effet, sur les 3 000 enquêtes qui ont été effectuées en vertu de la Loi, seules trois ont donné lieu à des condamnations.

Le rapport déposé vendredi nous dit que les compressions déjà pratiquées dans le budget du ministère des Transports seront maintenant annulées, la sécurité aérienne des passagers canadiens ne pouvant plus être assurée. Le gouvernement avait été informé de la situation à l'époque lorsqu'il a réduit le nombre d'employés affectés à la sécurité aérienne. Toutefois, il a tenu à aller de l'avant avec les compressions. Et voilà qu'il reçoit maintenant ce rapport absolument accablant sur la sécurité aérienne au Canada. Le rapport signale que le pourcentage d'accidents est deux fois plus élevé au Canada qu'aux États-Unis. Le gouvernement recommence à doter des postes et à prévoir des fonds pour les dépenses de fonctionnement qu'il n'aurait jamais dû couper.

Le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, et surtout la Direction générale de la protection de la santé, subit des compressions budgétaires alors que les coûts des soins de santé montent en flèche.

Le budget du ministère de l'Emploi et de l'Immigration est lui aussi réduit, alors que le vérificateur général a reproché au gouvernement de ne pas faire assez pour les immigrants et les réfugiés, de ne pas procéder à des examens sécuritaires assez rigoureux, et de ne pas soumettre les entrepreneurs immigrants à des mesures de contrôle plus sévères.

Le budget du ministre de l'Emploi et de l'Immigration est réduit alors que les centres d'emploi du Canada ne peuvent rien faire d'autre que d'émettre des chèques. Ils ne peuvent aider les gens à trouver un emploi en cette période où le taux de chômage est très élevé parce qu'ils sont incapables d'aider les employeurs à trouver des travailleurs pour occuper leurs emplois.

Il y a toute la question de l'environnement dans de nombreux ministères touchés par les réductions annoncées vendredi, en dépit des assurances données par le gouvernement. Nous n'avons encore obtenu aucune explication claire de la raison pour laquelle nos forces armées, qui sont de toute façon payées et équipées au Canada, nous coûtent tout à coup des centaines de millions de dollars de plus, du seul fait qu'elles se trouvent dans un endroit différent.

Dans son rapport, le vérificateur général indique que le nombre d'officiers et de sous-officiers augmente régu-